



**PRÉFÈTE
DU RHÔNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement**

**Direction départementale
de la protection des populations**

DREAL-UD69-MPS
DDPP-SPE-IG

**ARRÊTÉ n° DDPP-DREAL 2026-14
portant mise en demeure,
de la société Maison François CHOLAT à Saint-Pierre-de-Chandieu**

La Préfète de la Zone de défense et de Sécurité Sud-Est
Préfète de la Région Auvergne-Rhône-Alpes
Préfète du Rhône
Commandeur de la Légion d'Honneur,
Commandeur de l'ordre national du Mérite

VU le code de l'environnement, en particulier ses articles L. 171-6, L. 171-8, L. 172-1, L. 511-1, L. 514-5 ;

VU l'arrêté ministériel du 29 mars 2004 relatif à la prévention des risques présentés par les silos de céréales, de grains, de produits alimentaires ou de tous autres produits organiques dégageant des poussières inflammables, notamment ses articles 5 et 8 ;

VU l'arrêté ministériel du 3 août 2018 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration au titre de la rubrique 2910 ;

VU l'arrêté préfectoral du 16 octobre 1991 modifié, autorisant l'exploitation du Silo, sis 138 Chemin Latéral à Saint-Pierre-de-Chandieu par la société Maison François CHOLAT ;

VU l'arrêté préfectoral du 18 août 1997, modifiant l'arrêté préfectoral du 16 octobre 1991 susvisé ;

VU l'arrêté préfectoral du 16 mai 2007, modifiant l'arrêté préfectoral du 16 octobre 1991 susvisé ;

VU le rapport de l'inspection des installations classées UDR-CRT-21-116-PMB, faisant suite à sa visite du 5 novembre 2020 de la société Maison François CHOLAT à Saint-Pierre-de-Chandieu, notamment le constat n°5 relatif à la vérification périodique de la conformité des installations électriques ;

VU les observations relevées sur le brûleur et sur l'automate du séchoir à grains par le prestataire « Cfcai » dans son « Compte rendu d'intervention Contrat Service 2025 » référencé FD 33588 du 18 juillet 2025 ;

VU les observations relevées sur les installations électriques dans le « Rapport de contrôle par thermographie infrarouge sur les installations électriques », Q19, du 22 avril 2025 ;

VU les observations relevées sur les installations électriques dans le « Rapport de vérification périodique des installations électriques - Art R. 4226-16 » du 29 mai 2025 référencé CAPARA-25-1167 et le « Compte-rendu de vérification périodique Q18 » qui en découle ;

VU les observations relevées dans le poste Haute Tension de l'établissement dans le « Rapport d'entretien et de maintenance des postes HT Silo de Saint-Pierre-de-Chandieu » du 10 septembre 2025 référencé PMM/FSP de la société ProElec ;

VU les observations relevées sur les rejets atmosphériques dans le « Rapport d'essai de mesure de rejets atmosphériques » du 16 novembre 2020 référencé 11669461-001-1 VERSION1 de l'organisme agréé APAVE ;

VU le rapport de l'inspecteur des installations classées UDR-CRT-25-210-MPS établi suite à sa visite d'inspection réalisée le 12 novembre 2025 sur le site exploité par la société Maison François CHOLAT;

VU le courrier du 23 décembre 2025 adressé à l'exploitant conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement, lui transmettant le rapport d'inspection susvisé et l'informant du délai, dont il dispose pour formuler ses observations sur la mise en demeure proposée par l'inspection des installations classées ;

VU l'absence de réponse de l'exploitant au terme du délai qui lui était imparti ;

CONSIDÉRANT que les appareils et systèmes de protection susceptibles d'être à l'origine d'explosions, doivent au minimum disposer d'une étanchéité correspondant à un indice de protection IP 5X (enveloppes protégées contre les poussières dans le cas de poussières isolantes, norme NF 60-529) et ce conformément à l'article 9 de l'arrêté ministériel du 29 mars 2004 susvisé ;

CONSIDÉRANT que le matériel électrique doit être au moins à l'indice de protection IP 5 XX ou IP 6 XX et ce conformément à l'article 15 de l'arrêté préfectoral du 18 août 1997 susvisé ;

CONSIDÉRANT que le rapport d'inspection relatif à la visite d'inspection du 12 novembre 2025 susvisée fait état d'appareils électriques ne présentant pas le degré de protection requis « IP5xx/IP6xx », ne garantissant pas l'étanchéité nécessaire à leur environnement d'utilisation et de boîtiers de distribution énergétique présentant des défauts d'étanchéité au niveau des passes-câbles ;

CONSIDÉRANT que l'exploitant doit tenir à la disposition de l'inspection des installations classées un rapport annuel constitué des pièces suivantes :

- l'avis d'un organisme compétent sur les mesures prises pour prévenir les risques liés aux effets de l'électricité statique et des courants vagabonds,
- l'avis d'un organisme compétent sur la conformité des installations électriques et du matériel utilisé aux dispositions du présent arrêté,

Et qu'un suivi formalisé de la prise en compte des conclusions du rapport doit être tenu à la disposition de l'inspection des installations classées, conformément à l'article 9 de l'arrêté ministériel du 29 mars 2004 susvisé ;

CONSIDÉRANT que les installations électriques utilisées dans les locaux exposés aux poussières doivent être conformes à la réglementation des installations électriques des établissements réglementés au titre de la législation des installations classées, et susceptibles de présenter des risques d'incendie et d'explosion, conformément à l'article 15 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 18 août 1997 susvisé ;

CONSIDÉRANT que toutes les installations électriques doivent être entretenues en bon état et contrôlées tous les ans par un organisme agréé, conformément à l'article 19 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 15 mai 2007 susvisé ;

CONSIDÉRANT que dans les zones où peuvent apparaître des atmosphères explosives sont déterminées par l'exploitant, conformément à l'article 19 de l'arrêté préfectoral du 15 mai 2007 susvisé ;

CONSIDÉRANT que l'exploitant n'a pas pu présenter le Document Relatif à la Protection Contre les Explosions (DRPCE), relatif à la réglementation aux atmosphères explosives (Atex) et nécessaire pour réaliser un contrôle technique conforme des installations électriques ;

CONSIDÉRANT que l'exploitant n'a pas pu justifier la réalisation des actions correctives nécessaires suite aux non-conformités relevées dans le « Rapport de vérification périodique des installations électriques – Art R. 4226-16 » du 29 mai 2025 référencé CAPARA-25-1167, faisant suite à la visite de contrôle électrique du 19 mai 2025, que cette absence de justification de suite est également relevée dans le « Compte-rendu de vérification périodique Q18 » et qu'il a été relevé d'une année à l'autre des non-conformités récurrentes dans ces rapports susvisés ;

CONSIDÉRANT que l'exploitant n'a pas pu justifier la réalisation des actions correctives nécessaires et donnant suite au « Rapport d'entretien et de maintenance des postes HT Silo de Saint-Pierre-de-Chandieu » du 10 septembre 2025 référencé PMM/FSP de la société ProElec faisant suite à son intervention du 2 au 3 septembre 2025, ce rapport mettant en évidence 12 anomalies ;

CONSIDÉRANT que l'exploitant n'a pas pu justifier la réalisation des actions correctives nécessaires comme suite au « Rapport de contrôle par thermographie infrarouge sur les installations électriques » Q19 du 22 avril 2025, ce rapport mettant notamment en évidence une accumulation importante de poussière de céréales liée à l'activité, alors que cette accumulation sur les moteurs et transporteurs à proximité de zones de frottement de pièces mécaniques peut aggraver les risques d'incendie ;

CONSIDÉRANT que tous les locaux doivent être débarrassés régulièrement des poussières recouvrant le sol, les parois, les machines, les chemins de câbles, les gaines, les canalisations et toutes les surfaces susceptibles d'en accumuler, conformément à l'article 13 de l'arrêté préfectoral du 15 mai 2007 susvisé ;

CONSIDÉRANT que le rapport d'inspection relatif à la visite du 12 novembre 2025 susvisée fait état d'un empoussièrement excessif au sein du silo ;

CONSIDÉRANT que le rapport d'inspection relatif à la visite du 12 novembre 2025 susvisée fait état de pièces mécaniques en mouvement, d'équipements électromécaniques et d'installations électriques implantés en zone Atmosphère Explosive (ATEX), que ces équipements ont fait l'objet d'observations visant à limiter le risque d'explosion dans ces zones ;

CONSIDÉRANT que les actions correctives d'urgence de dépoussiérage menées par l'exploitant constituent une première réponse, afin de garantir la sécurité des installations et du personnel, elles ne sauraient se substituer à une révision approfondie des protocoles d'entretien et de contrôle ;

CONSIDÉRANT que l'article 25 de l'arrêté préfectoral du 15 mai 2007 susvisé dispose qu' « En période de fonctionnement, la surveillance du bon fonctionnement des installations de séchage doit être assurée en permanence. Le personnel doit être formé aux procédures de conduite et de sécurité. Les séchoirs sont équipés de dispositifs de sécurité permettant d'assurer l'arrêt de l'alimentation en combustible en cas d'anomalies, telles que pression de gaz anormalement élevée ou anormalement basse, manque d'air au brûleur, absence de flamme, ... Les séchoirs sont munis d'équipements permettant de contrôler la température de l'air de séchage des produits. Le contrôle doit porter au minimum sur deux points (en amont de l'entrée d'air dans la colonne sécheuse et dans la colonne). Les informations doivent être reportées sur un tableau de commande. En cas d'anomalie une alarme sonore doit se déclencher. Le fonctionnement des brûleurs du séchoir doit automatiquement être arrêté en cas de dépassement des températures programmées. L'exploitant établit un programme d'entretien des installations qui spécifie la nature, la fréquence et la localisation des opérations de contrôle et de maintenance à effectuer par le personnel. Le suivi et les travaux réalisés en application de ce programme sont consignés dans un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées » ;

CONSIDÉRANT que l'exploitant n'a pas pu présenter un plan détaillé de maintenance préventive et corrective du séchoir établi par l'exploitant ;

CONSIDÉRANT les observations relevées par le prestataire « Cfcai » sur le séchoir n°2 :

- Câbles d'alimentation des ventilateurs mal positionnés et non serrés dans les presses étoupes des moteurs,
- Plusieurs baffles de mélange d'air du brûleur inférieur sont hors service,
- Le plancher au-dessus du brûleur supérieur est à remplacer,
- Automate n'est plus commercialisé,

CONSIDÉRANT que l'exploitant n'a pas pu justifier la réalisation des actions correctives nécessaires au bon fonctionnement des installations de séchage et donnant suite aux observations relevées par le prestataire « Cfcai » sur le séchoir n°2 ;

CONSIDÉRANT que le rapport d'inspection relatif à la visite du 12 novembre 2025 susvisée fait état :

- Des incohérences et risques liés aux systèmes de contrôle-commande ,
- Des déficiences dans le contrôle des températures et la maintenance du séchoir ,
- De l'absence de vérification du système de sécurité des brûleurs ,
- De l'insuffisance de l'audibilité de l'alarme sonore du séchoir ,

CONSIDÉRANT que la valeur limite d'émission (VLE) des rejets atmosphériques du séchoir en poussières totales est de 50 mg/Nm3, conformément à l'article 6.2.6 de l'arrêté ministériel du 3 août 2018 susvisé ;

CONSIDÉRANT que la valeur en poussières totales des rejets atmosphériques a été relevé à 134 mg/m3 par l'organisme agréé APAVE dans son rapport du 16 novembre 2020 susvisé ;

CONSIDÉRANT que l'exploitant doit faire procéder tous les deux ans à des mesures des polluants rejetés à l'atmosphère par le séchoir par un organisme agréé, conformément à l'article 6.3 de l'arrêté ministériel du 3 août 2018 susvisé ;

CONSIDÉRANT que l'exploitant n'a pas pu justifier la réalisation des mesures périodiques des rejets atmosphériques du séchoir de 2021 à 2025, conformément à l'article 6.3 de l'arrêté ministériel du 3 août 2018 et l'article 25 de l'arrêté préfectoral du 18 août 1997 susvisés ;

CONSIDÉRANT que la campagne de séchage 2025 est terminée, et que les mesures des rejets atmosphériques du séchoir doivent être réalisées dans des conditions représentatives du fonctionnement de ce dernier, soit lors de la campagne de séchage 2026 ;

CONSIDÉRANT que l'exploitant doit réaliser annuellement une analyse des causes possibles des événements susceptibles de constituer un précurseur d'explosion, d'incendie, conformément à l'article 5 de l'arrêté ministériel du 29 mars 2004 susvisé ;

CONSIDÉRANT que l'exploitant n'a pas pu justifier la réalisation de l'analyse annuelle des causes possibles des événements susceptibles de constituer un précurseur d'explosion, d'incendie, pour la période 2020-2025 ;

CONSIDÉRANT qu'il y a lieu conformément à l'article L. 171-8 du code de l'environnement de mettre en demeure la société Maison François CHOLAT de régulariser sa situation administrative ;

SUR proposition du directeur départemental de la protection des populations et du chef de l'unité départementale du Rhône de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement ;

ARRÊTE

ARTICLE 1er

La société Maison François CHOLAT, ci-dénotmé l'exploitant, domiciliée au 1310, Route de Thuile - 38510 Morestel (SIRET n°95751990300026) est mise en demeure pour son établissement, sis 138, Chemin Latéral 69780 Saint-Pierre-de-Chandieu de respecter, dans les délais indiqués, les prescriptions rappelées dans les articles suivants, à compter de la notification à l'exploitant du présent arrêté.

ARTICLE 2 – Nettoyage des locaux

Sous 2 mois, l'exploitant respecte les prescriptions de l'article 13 de l'arrêté préfectoral du 16 mai 2007 visant à limiter l'empoussièremement des installations.

Dans ce délai, l'exploitant :

- réalise un bilan des opérations de nettoyage qui atteste de la propreté des locaux ,
- révisé et précise ses protocoles d'entretien visant à limiter l'empoussiérage. Ces protocoles doivent notamment définir les opérations et vérifications à réaliser, leurs lieux et objets, leurs fréquences. Ces protocoles doivent définir le suivi de ces contrôles : dates de réalisation, observations éventuelles, noms des personnes, l'archivage des documents de suivi,

ARTICLE 3 – Conformité des installations électriques utilisées dans les locaux exposés aux poussières

Sous 2 mois, l'exploitant respecte des prescriptions concernant les indices de protection du matériel électrique de l'article 15 de l'arrêté préfectoral du 18 août 1997 et de l'article 9 de l'arrêté ministériel du 29 mars 2004, susvisés.

Dans ce délai, l'exploitant procède aux corrections des non-conformités constatées (étanchéité des appareils IP5xx/IP6xx, passes-câbles des boîtiers de distribution et appareils terminaux non-étanche...), et transmettre un compte rendu des interventions réalisées, accompagné des preuves de conformité (photos, rapports de contrôle, attestations du prestataire réalisant les travaux).

ARTICLE 4 – Contrôles et conformité des installations électriques

Sous 2 mois, l'exploitant respecte les prescriptions de l'article 19 de l'arrêté préfectoral du 16 mai 2007 et de l'article 9 de l'arrêté ministériel du 29 mars 2004 susvisés concernant :

- La détermination par l'exploitant des zones où peuvent apparaître des atmosphères, ainsi que le bon état et les contrôles des installations électriques par un organisme agréé,
- Le rapport annuel constitué de l'avis d'un organisme compétent sur les mesures prises pour prévenir les risques liés aux effets de l'électricité statique et des courants vagabonds, ainsi que la conformité des installations électriques,
- La formalisation de la prise en compte des conclusions du rapport,

Dans le même délai, il commande auprès d'un organisme agréé un contrôle de ses installations électriques avec le volet Atmosphère Explosive (ATEX) et établi le Document Relatif à la Protection Contre les Explosions (DRPCE). Ce contrôle doit être effectué dans ce même délai.

ARTICLE 5 - Installation de séchage

Sous 2 mois, l'exploitant respecte les prescriptions de l'article 25 de l'arrêté préfectoral du 16 mai 2007, en ce qui concerne la surveillance du bon fonctionnement des installations de séchage.

Dans ce délai, l'exploitant doit remédier aux dysfonctionnements des systèmes de contrôle, supervision et alerte du séchoir et rendre compte à l'inspection des actions réalisées.

ARTICLE 6 - Contrôle des émissions atmosphériques

Sous 12 mois, l'exploitant respecte les prescriptions de l'article 6.3 de l'arrêté ministériel du 3 août 2018 susvisé, en ce qui concerne les mesures périodiques des émissions de poussières.

Dans ce délai, l'exploitant doit faire réaliser par un organisme agréé des mesures des rejets atmosphériques de son séchoir au cours de l'année 2026, sur une période représentative (pendant la campagne de séchage 2026).

Le rapport des mesures établi est transmis à l'inspection des installations classées dans ce délai.

ARTICLE 7 - Prélèvement et analyse des émissions atmosphériques

Sous 2 mois, l'exploitant respecte les prescriptions de l'article 6.2.6 de l'arrêté ministériel du 3 août 2018, en ce qui concerne les valeurs limites de rejets atmosphériques du séchoir.

ARTICLE 8 – Analyse annuelle des événements susceptible d'être précurseurs d'explosion

Sous 2 mois, l'exploitant communique, au titre de l'année 2025, à l'inspection, l'analyse des risques requise et ce conformément à l'article 5 de l'arrêté ministériel du 29 mars 2004.

ARTICLE 9

En cas de non-respect des obligations prévues aux articles 2, 3, 4, 5, 6, 7 et 8 du présent arrêté, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant, indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, les sanctions administratives prévues par l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

ARTICLE 10

En vue de l'information des tiers, le présent arrêté est publié sur le site internet des services de l'État dans le Rhône pendant une durée minimale de deux mois.

ARTICLE 11

Conformément à l'article L. 171-11 du code de l'environnement, le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

En application de l'article R. 421-1 du code de justice administrative, cet arrêté peut être déféré auprès du Tribunal administratif de Lyon dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication.

Le tribunal administratif peut être saisi d'une requête déposée sur le site www.telerecours.fr.

La présente décision peut faire l'objet d'une demande d'organisation d'une mission de médiation, telle que définie par l'article L. 213-1 du code de justice administrative, du Tribunal Administratif de Lyon.

ARTICLE 12

Le préfet, secrétaire général de la préfecture, préfet délégué pour l'égalité des chances, le directeur départemental de la protection des populations et le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Auvergne-Rhône-Alpes, en charge de l'inspection des installations classées, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié à l'exploitant et dont une copie sera adressée au maire de Saint-Pierre-de-Chandieu.